



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

LE POING LEVÉ



Secteur Jeunes NPA- Nous contacter : npa.orleans@orange.fr
– Site : NPA45 – Facebook : NPA Orleans 45

La réaction en marche exige une «tenue républicaine»

On a beau répéter que la parole réactionnaire se décomplexé, les polémiques racistes, islamophobes et sexistes qui se multiplient n'en sont pas moins insupportables et violentes pour les concernées. Ces sorties sont en outre de plus en plus assumées, non seulement à droite mais aussi dans une large partie de la gauche.

Le gouvernement Macron est le pourvoyeur revendiqué de ce genre de débats nauséabonds avec son projet de « loi sur le séparatisme » ou sa reprise du terme « ensauvagement », tandis que les médias se font une joie d'y ajouter les commentaires de leurs éditorialistes les plus réactionnaires.

Trop couverte ?

Les deux dernières victimes de ces attaques racistes ont été, une fois de plus, des femmes musulmanes. Sous prétexte qu'elle portait le voile, Imane Boun, une jeune femme présentant son compte de recettes en ligne pour étudiants fauchés s'est fait traiter de terroriste par une députée LREM... Quelques jours plus tard, Maryam Pougetoux, vice-présidente de l'UNEF, était invitée à l'assemblée nationale pour intervenir lors d'une commission d'enquête sur la situation sanitaire dans les universités. Christine Lang, députée LREM a quitté la salle non sans insulter la jeune femme à cause de son hijab et en étant suivie par plusieurs autres députés, avant de recevoir le soutien de divers « responsables » politiques.

Ou pas assez ?

Les islamophobes ont pris depuis longtemps l'habitude de justifier leurs attaques contre les femmes racisées au nom d'un prétendu « féminisme universaliste ». Mais le plus gonflé, cette fois, c'est que toutes ces agressions sont menées/soutenues par un gouvernement qui, dans le même temps, lorsqu'il est interrogé sur la question des jeunes filles et femmes exclues des écoles pour avoir porté des « robes trop courtes » ou des « décolletés trop grands », répond qu'il est important de

s'habiller « normalement » lorsque l'on va à l'école. La normalité se situant, au bon vouloir de chacun, dans la zone de « bon sens » entre la pute et la sainte... Une zone volontairement floue sur laquelle semble pourtant s'accorder la droite et l'extrême droite. Comble du ridicule : la sortie de Blanquer autour de la « tenue républicaine » exigée...

Le « crop top » de la discorde

Ce scandale est une illustration de plus de ce que l'on appelle « la culture du viol ». Toutes ces restrictions se font au nom de la « sécurité » et de la responsabilité. Car ce que le bon sens et le ministère expliquent à ces jeunes filles c'est que, si elles se font agresser, c'est à cause de leur tenue et non à cause de leur agresseur et de l'impunité, y compris dans le système scolaire. On rend les victimes responsables de leur oppression : il faut briser cette logique et imposer un autre discours dans l'espace public et dans nos établissements scolaires.

Notons, enfin, que les remarques sur les « crop tops » s'accompagnent, dans l'éducation nationale, des interdictions de jupes trop longues, de bandeaux trop couvrants et de hauts trop larges... Au nom d'une islamophobie d'État caché derrière une définition fantasmée de la laïcité !

C'est aux femmes de décider !

De nombreuses femmes et trop peu d'associations et d'organisations politiques se sont solidarisées des scandaleuses attaques contre Imane Boun et Maryam Pougetoux (toutes deux âgées de 21 ans), agressées par des élus de cette fameuse république. Auprès des jeunes générations cependant, cette solidarité s'est élevée plus rapidement et la colère s'est diffusée plus largement. Autour d'initiatives comme celles du #14Septembre par exemple –journée où les filles étaient appelées à venir habillées comme elle le souhaitaient à l'école –, des tentatives d'actions collectives se sont parfois organisées en ligne ou localement. C'est un début essentiel, car il nous rappelle que seule notre force collective permettra de faire reculer le sexisme de ce capitalisme patriarcal et raciste. Utilisons cette colère ! Faisons-la descendre dans les rues, crions-la, partageons-la, collons-la sur les murs... Mais surtout imposons ensemble partout cette idée simple que : « Trop habillées ou pas assez, c'est aux femmes de décider ! »

RASSEMBLEMENT POUR LA DEFENSE DU DROIT A L'AVORTEMENT

lundi 28 septembre 18h30 Place du Martroi à Orléans

clôture insolite des fêtes Johanniques, avec la présence de Jeanne Dark.

A l'initiative des « Rosies d'Offensive Féministe 45 »

La justice sociale et l'urgence climatique sont indissociables

Rassemblement samedi 26 -09- 2020 à 14h30 à Orléans place de Loire

Les chiffres contenus dans le dernier rapport de Oxfam France sont imparables : pendant les 25 ans qui séparent 1990 et 2015, l'archi-minorité d'archi-privilégiés (1 %) sont responsables de 15 % des émissions cumulées de CO2, les 10 % les plus riches de 52 %, quand les 50 % les plus pauvres n'en émettent que 7 %.

Les 25 et 26 septembre ont lieu les marches internationales pour le climat. Parce que la fin du monde et la fin du mois sont un même combat, parce que face aux destructions d'emplois et à l'urgence écologique nous refusons d'opposer justice sociale et environnementale.

Nous nous rassemblerons aussi en solidarité avec les populations victimes du comportement irresponsable des multinationales françaises qui engendrent des atteintes graves et risques d'atteintes graves aux droits humains et à l'environnement, comme le méga-projet pétrolier de Total en Ouganda et Tanzanie.

Aussi pour exiger un autre futur pour la jeunesse que nous soutenons les marches et rassemblements dans le cadre de la journée internationale de la grève scolaire pour le climat vendredi 25 septembre et l'appel à la mobilisation de "l'Assemblée pour l'Amazonie" pour défendre le poumon de la planète menacée par la déforestation et les mega-incendies".

Nous ne nous résignons pas à ce que le jour d'après ressemble au jour d'avant, en pire. La pandémie de la Covid 19 a mis cruellement en lumière les problèmes environnementaux, productifs, sociaux préexistants, dont souffrent le plus celles et ceux qui ont le moins. Nous sommes convaincu-e-s que c'est par la mobilisation que nous imposerons les mesures de justice sociale et environnementale nécessaires et que la situation nécessite d'affronter ensemble les urgences écologiques, sociales et démocratiques.

Pour exiger un plan de relocalisation et mettre fin à la délocalisation, nous soutenons les salarié-e-s de XPO à Ingré victimes de l'annonce de la fermeture de leur site.

- nous lutterons pour la gratuité des transports publics dans le Loiret (urbain et interurbain). Ce serait un engagement fort des pouvoirs publics pour préserver le climat et augmenter notre pouvoir d'achat

- nous nous battons pour le développement du service public SNCF, pour l'ouverture des lignes ferroviaires : Orléans-Chateauneuf sur Loire, Orléans-Chartres puis Gien-Montargis. Nous nous engagerons pour le développement du fret ferroviaire contre le « tout routier » des marchandises.

- nous avons gagné face au projet de centre commercial "Oxylane", porté par Décathlon à St Jean de Braye en 2018 ;

- nous nous battons contre un nouveau bétonnage à la Chapelle St Mesmin qui prévoit de reconstruire un terrain de bicross déjà existant en bords de Loire,

Ainsi, s'il est important de « désengorger » le pont de Jargeau, des alternatives existent à la construction d'un pont et au bétonnage de terres agricoles à Mardié.

Alors que le chômage, la précarité et la pauvreté augmentent de façon inquiétante, alors que le chantage à l'emploi bat son plein dans les entreprises (195 licenciements à Hutchinson Châlette), alors que les services publics, mis à mal par des années d'austérité, ne font face à la situation que grâce au dévouement des personnels, le gouvernement annonce un « plan de relance » qui revient à déverser des milliards d'euros sur les entreprises sans contrepartie sociale et environnementale.

Nous exigeons, à l'inverse, que soient prises des mesures de rupture pour le plus grand nombre, pour construire un futur écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le système capitaliste.